

Le même journal ajoute : L'autorisation accordée par M. le président de la cour des pairs aux amis et conseils des accusés d'avril de communiquer librement avec eux, ayant été interprétée par certains journaux de manière à induire en erreur les accusés, le *Journal de Paris* a dû expliquer le lendemain les seules conséquences qu'on dû tirer de cette autorisation. Ce matin on lui répond qu'il s'est empressé de courir après cette concession tardive pour la rétracter, et enlever ainsi aux accusés une dernière consolation.

Le *Journal de Paris* n'a eu à provoquer ni à annoncer le retrait d'aucune concession ; il n'a établi aucune discussion à cet égard ; il s'est borné à expliquer la portée des faits sur lesquels l'opposition semblait se méprendre.

En décidant qu'on n'admettrait aux débats que des avocats ou des avoués, M. le président de la cour des pairs ne s'était pas interdit de laisser les accusés conférer dans leur prison avec des amis ou des conseils de leur choix. Aussi les conseils des accusés ont-ils obtenu la permission de les voir, comme l'obtiennent tous les jours leurs parens et leurs amis. Mais nous devons déclarer de nouveau que cette autorisation n'est destinée à constituer en leur faveur aucun droit spécial, et qu'elle ne modifie en rien la détermination prise de n'admettre au barreau de la cour que des avocats ou des avoués. »

Du 23. — On lit dans le *Rénovateur* :

« Un personnage parfaitement en position de connaître l'opinion du gouvernement français sur l'avènement du ministère whig, a assuré que Louis-Philippe et M. de Broglie ne sont pas d'accord sur cette importante question. Notre président du conseil éprouve une vive satisfaction de voir ses amis politiques revenus au pouvoir, et il a fait offrir, non pas officiellement, mais très-particulièrement, à lord Palmerston, les félicitations les plus empressées. Déjà il se flâte de poursuivre de concert avec ce ministre anglais l'exécution complète du traité de la quadruple alliance. Louis-Philippe, dont les vues politiques sont bien différentes et qui n'en a confié les secrets qu'à M. de Talleyrand, ne partage pas l'opinion aveugle et passionnée de son ministre des affaires étrangères. Il comprend que le cabinet whig n'a pas de consistance, qu'il ne peut que conduire l'Angleterre à un ministère radical qui entraînerait des complications dangereuses dans la politique européenne, ou la ramener à un ministère conservateur qui serait alors en position d'être plus sévère pour les révolutions du continent que ne pouvait l'être sir Robert il y a trois mois. »

Du 24. — Une réunion générale des conseils et des défenseurs des accusés d'avril a eu lieu mardi à Sainte-Pélagie ; cette réunion était nombreuse. On y remarquait, comme on l'a dit, l'abbé de La Mennais, arrivé la veille de la Chesnaye ; MM. Voyer-d'Argenson, Garnier-Pagès, F. Arago, P. Leroux, etc. MM. Guinard, Marrast et Cavaignac ont exposé les bases générales de la défense, arrêtées par le comité : des observations ont été échangées entre les divers assistans. On a traité les questions de compétence, de récusation, de libre défense, et enfin chaque conseil a conféré avec chaque accusé qui a réclamé son ministère. Les défenseurs de province sont attendus prochainement à Paris.

L'intérim du ministère de la guerre ne ralentit en rien les travaux des forts détachés. Depuis le 1<sup>er</sup> avril, des notifications ont encore été faites au nom de l'état pour purger les hypothèques légales, assises sur des terrains compris dans les dépendances des forts de Romainville, des Tournelles et de l'Épine, de la redoute de la Boissière et des travaux de fortifications de la commune de Belleville. Nous apprenons aussi qu'il vient d'être arrêté un nouveau périmètre du fort de l'Épine.

(*Rénovateur*.)

Plusieurs journaux avaient dit que l'affaire d'avril ne commencerait que le 12 mai, le *Journal de Paris* dit que l'ouverture reste fixée au 5 mai. Il ajoute que toutes les constructions extérieures et intérieures sont achevées, et que la salle est prête.

Un journal assure ce matin que toute communication a été interdite entre les prévenus transférés dans la nouvelle prison du Luxembourg et leurs compagnons, qui sont restés à la Conciergerie.

M. l'abbé de La Mennais a assisté à la réunion générale des avocats et conseils qui a eu lieu à Ste-Pélagie.

Lord Elliot est parti de Tolosa le 18, et doit être rejoint par le colonel Wild à Lecumberry, où ils prendront une escorte carliste.

Zumalacarréguy s'est dirigé le 18 sur la Borunda, après avoir rassemblé toutes ses troupes qui se trouvaient autour de Mondragon et de El Orío.

Don Carlos est resté à Onate.

(*J. de Paris*.)

Bayonne, 20 avril.

La prise de Bergara est confirmée. Cette place était le centre des opérations du brigadier Jaureguy (el Pastor) qui l'avait fortifiée depuis la reddition d'Etcharri-Aranas, et l'on doit concevoir

dès-lors l'importance que les christinos attachaient à sa possession. Bergara, dit-on, n'a pas opposé moins de résistance qu'Etcharri-Aranas. C'est le 17 que Bergara s'est rendue aux troupes de Charles V ; 400 hommes, soldats, urbains et tirailleurs, ont été faits prisonniers : 3,000 fusils, 6 pièces d'artillerie et des effets de toute espèce sont tombés au pouvoir des carlistes.

On ne fait aucune mention de la présence de Valdés, qu'on disait parti de Logrono pour aller au secours de Bergara. Il ne serait pas impossible cependant que le ministre de la guerre de la régente n'eût vu une nouvelle défaite signaler sa réapparition dans les provinces du Nord. Cela est d'autant plus probable que Valdés a déjà été battu, en plusieurs rencontres, par Zumalacarréguy, alors que ce chef carliste avait tout au plus 5000 hommes sous ses ordres, tandis qu'il en compte aujourd'hui plus de 30,000.

D'après les journaux de Bordeaux, les dernières nouvelles du quartier-général de Charles V, sont du 14. A cette époque, le roi était à Onate, ville universitaire dans le Guipuzcoa ; on y avait préparé des logemens pour lord Elliot et le colonel Gurwood, avec leur suite.

Les carlistes occupaient Etcharlar, Vera, Sesaca, sur la frontière de France.

Les nouvelles de la Catalogne continuent à être très-favorables à la cause de don Carlos.

Quatre vaisseaux de guerre anglais, parmi lesquels *le Castor* et *la Pipe*, sont arrivés à la Corogne.

Don Carlos vient d'accorder une indemnité provisoire de 1000 fr. à chacun des propriétaires des neuf maisons incendiées par les carlistes au moment où ils prirent possession d'Etcharri-Aranas.

Il a été résolu que la demande d'un million pour dot de la reine des Belges ne serait pas faite cette année aux chambres, quoique la naissance de l'héritier de Léopold ait paru être une occasion favorable. Mais on a craint que les députés, fatigués de toujours ouvrir la main, ne se résolussent enfin à la fermer. D'ailleurs, M. Fulchiron n'était pas sûr de sa majorité ; mais il a bien juré à un auguste personnage que la chambre paierait les dragées l'année prochaine.

(*Bon Sens*.)

Du 25. — Nous avons signalé les premiers les difficultés que soulevait M. Humann pour l'exécution financière de la loi sur les Etats-Unis, amendée par le général Valazé ; il y a eu depuis des allées et venues pour raccommoier ce différend ; c'est M. Thiers qui a été l'intermédiaire entre le duc de Broglie et M. Humann. Le ministre des finances maintiendra le premier cinquième de l'indemnité américaine au budget de cette année, et de son côté, M. de Broglie va déléguer un nouveau négociateur aux Etats-Unis : on parlait d'un conseiller d'état, ambassadeur éternel aux pays d'outre mer. Au reste, nous pourrions dire que l'harmonie la plus parfaite ne règne plus dans le cabinet, quoique on soit bientôt parvenu à l'épreuve du 5 mai ; on murmure dans le camp doctrinaire certains mots de trahison à l'égard de M. Thiers ; M. de Barante de son côté reste à Paris, un peu moins pour le procès que pour une combinaison possible après la session. Si M. Thiers a écouté aux portes, il a dû entendre qu'on le disait quelque part passablement usé ; on y emploie même des mots plus durs, plus significatifs : on l'accuse de pactiser avec le maréchal Gérard. On s'en prendra un peu à tout le monde de cet affaiblissement moral qui menace le pouvoir.

On affirmait dans la diplomatie, que la mission de lord Elliot tiendrait malgré le changement ministériel au profit des whigs ; lord Coweley répétait que la tendance à un arrangement des affaires d'Espagne sans intervention n'était pas exclusivement la pensée des tories, mais que les whigs ne pouvaient agir autrement dans les affaires de la Péninsule en vertu du traité de la quadruple alliance ; l'Angleterre n'a jamais admis le droit d'intervention, pas plus le parti de Canning, que le parti de lord John Russel. C'est la manière dont on a procédé en Portugal avec don Miguel, on veut la tenter avec don Carlos. Un homme d'expérience faisait cependant observer que laisser au colonel Elliot la conduite de cette mission pouvait avoir cet unique résultat, de donner un officier supérieur de plus à Zumalacarréguy.

(*Temps*.)

Le *Courrier français* regrette de ne pas trouver dans la composition du ministère anglais quelques-uns de ces noms qui commandent la confiance et le respect, et qui représentent à la fois le radicalisme et la réforme. Le ministère anglais ne peut exister et agir qu'avec l'appui du parti radical et de la députation irlandaise. Cependant ses inclinations ou ses craintes le portent à ménager surtout la coalition de l'aristocratie et des courtisans. C'est faute d'énergie qu'il a péri, et qu'il périra encore s'il ne se retrempe bientôt dans un élément plus vigoureux que ceux qui l'ont constitué.

La *Quotidienne* se demande quelle conduite doivent tenir les cabinets européens en présence du ministère whig qui vient de se former, et qui, vis-à-vis de l'Europe, se personifie dans lord Palmerston. Ils doivent se créer une politique assez large pour